

BUDGET DE L'ÉTAT

LA GESTION SOCIALISTE ÉPINGLÉE

La Cour des comptes vient de publier son rapport annuel sur l'état des finances publiques du pays. Elle remet en cause la sincérité du budget 2014 du gouvernement. En clair ? Les mensonges de campagne de François Hollande se sont transformés en dette supplémentaire et en impôts pour tous.



LE DÉFICIT REPART À LA HAUSSE, EN DÉPIT DES PROMESSES GOUVERNEMENTALES

À la suite des réformes structurelles courageuses engagées par Nicolas Sarkozy, le déficit public baissait continuellement depuis 2009 (de 7,2 % du PIB en 2009 à 5,1 % en 2011).

S'éloignant de cette trajectoire vertueuse, François Hollande a stoppé net les efforts engagés et ouvert les vannes de la dépense publique en la finançant par une overdose d'impôts supplémentaires.

Résultat : la croissance est à l'arrêt et le déficit public est reparti à la hausse en 2014 (déficit de 85,56 milliards d'euros, en hausse de 10,69 milliards d'euros par rapport à 2013). La Cour des comptes précise ainsi que : « la réduction du déficit budgétaire de l'État, amorcée depuis 2010, a été interrompue en 2014, dans un contexte de croissance et d'inflation plus faibles que prévu et des taux d'intérêt très bas ».

LES CHIFFRES DE LA DETTE

- 1528 milliards d'euros à la fin 2014 (contre 1457 milliards d'euros en 2013, soit +4,9 %).
- 100 % du PIB en 2015.



LA FRANCE, MAUVAIS ÉLÈVE EUROPÉEN

Contrairement à tous nos partenaires européens la trajectoire budgétaire française ne sera donc pas celle d'une baisse du déficit. Le prix à payer est un affaiblissement majeur de notre position européenne, tous nos efforts tendant désormais non à faire valoir des intérêts offensifs, mais à éviter la sanction par l'Union européenne d'une politique de finances publiques non responsable.

Cet échec affaiblit considérablement notre parole sur la scène européenne.



DES ENGAGEMENTS MENSONGERS

Chiffres à l'appui, la Cour des comptes démontre l'écart entre les engagements pris par le gouvernement et les résultats obtenus. Par exemple, **le déficit 2014 est presque deux fois supérieur à celui prévu dans la loi de programmation du gouvernement socialiste de 2012** (3,9 % contre 2,2 % prévu).

Or ce dérapage était prévu par tous les experts. On peut donc affirmer que le gouvernement a sciemment trompé les Français. Mais la réalité finit toujours par balayer les engagements mensongers.



2015 : LE REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES, CE N'EST PAS POUR MAINTENANT

Pour 2015, la Cour des comptes juge que sérieuses « incertitudes » pèsent sur l'exécution du budget. Déjà pour le budget 2014, **les recettes ont été estimées surévaluées et les dépenses sous-évaluées, bref un tour de passe-passe.**

Comme toujours avec François Hollande, beaucoup de belles paroles et très peu d'actes attendus.

Il est urgent que le président de la République et le gouvernement inscrivent à l'agenda 2015 toutes les réformes susceptibles de relancer l'activité et la croissance de notre pays. Seule la croissance permettra de faire durablement baisser la dette et le chômage.